

**ACCORD RELATIF A L'UTILISATION DES OUTILS NUMERIQUES**

**ET AU DROIT A LA DECONNEXION**

**Au sein des LABORATOIRES BOUCHARA RECORDATI**

**ENTRE LES SOUSSIGNEES :**

1) **La Société LABORATOIRES BOUCHARA RECORDATI**, Société par Actions Simplifiée, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de NANTERRE sous le numéro 448 777 920, dont le siège social est sis Immeuble « Le Wilson », 70 avenue du Général de Gaulle - 92800 PUTEAUX représentée par M. Stéphane Cohen

D'une part,

2) Et **les organisations syndicales représentatives** au sein de la Société des Laboratoires BOUCHARA RECORDATI suivantes :

- La CFTC, représentée par M. Alain Gnahoui
- La CFDT représentée par Mme Isabelle Bezou Morel
- L'UNSA, représentée par Mme Nathalie Biben
- La CFE-CGC, représentée par M. Yannick Caillio
- La CGT, représentée par M. David Dagnière
- FO, représentée par Mme Nathalie Cupial

D'autre part,

Q 22 1 MS Yc GKA

## **Préambule**

Les technologies de l'information et de la communication (TIC) constituent un outil indispensable au bon fonctionnement de l'entreprise et facilitent le travail des salariés.

Toutefois, les parties rappellent la nécessité d'encadrer leur utilisation afin de garantir le bénéfice des temps de repos et de congés des salariés, la conciliation entre leur vie professionnelle et leur vie privée et familiale, et ce, afin de préserver la santé au travail.

Les dispositions du présent accord, conclu conformément aux dispositions de l'article L. 2242-8 du Code du travail, s'inscrivent dans le cadre de l'obligation de négociation annuelle sur l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes et la qualité de vie au travail.

Elles ont pour objet de définir les modalités du plein exercice par le salarié de son droit à la déconnexion et la mise en place par les Laboratoires Bouchara Recordati, de dispositifs de régulation de l'utilisation des outils numériques.

## **IL EST CONVENU CE QUI SUIT :**

### **ARTICLE 1 : DEFINITIONS**

Le droit à la déconnexion s'entend du droit pour le salarié de ne pas être connecté à un outil numérique professionnel pendant les temps de repos et de congé.

Les outils numériques professionnels incluent, sans que cette liste ne soit exhaustive, l'utilisation de la messagerie électronique, les ordinateurs, les téléphones mobiles, les smartphones et les tablettes.

### **ARTICLE 2 : CHAMP D'APPLICATION DE L'ACCORD**

#### **2.1. Ensemble du personnel**

Le principe du droit à la déconnexion s'applique à l'ensemble des collaborateurs des Laboratoires Bouchara Recordati, cadres ou non cadres, à l'exception des collaborateurs visés ci-après (2.2 et 2.3.).

#### **2.2. Cas des membres du Comex**

En leur qualité de cadre dirigeant, les membres du COMEX ne sont pas soumis à la législation et à la réglementation relative à la durée du travail et ne sont pas concernés, à titre personnel, par le droit à la déconnexion.

spd MB 2 GKA  
A YC

Toutefois, ils devront veiller à être exemplaires et à s'assurer du respect des règles définies par le présent accord. Dans ce cadre, dans l'hypothèse d'une sollicitation d'un collaborateur pendant le droit à la déconnexion, ils s'engagent à privilégier l'envoi du mail avec la fonction envoi en différé.

### **2.3. Situations d'exclusion**

- 2.3.1.** Pharmacien responsable, pharmacien responsable intérimaires (procédure PR/AQ/066), du Pharmacien délégué, pharmacien délégué intérimaire (procédure PR/AQ/075) et du Responsable Pharmacovigilance et son suppléant (procédure PR/RD/001) dans le cadre de la nécessaire continuité des opérations pharmaceutiques (article R. 5124-2 du Code de la Santé publique). Sont également concernées les personnes d'astreinte pharmaceutique du site de Saint-Victor selon la procédure PR/AQ/044.
- 2.3.2.** Personnes de garde pharmaceutique dans le cadre de la procédure PR/AQ/054 dont l'objectif est la prise en charge et le traitement des appels reçus en dehors des périodes ouvrées du Laboratoire.
- 2.3.3.** En cas de survenance d'un événement grave au sein du Laboratoire (procédure PR/AQ/055) et notamment dans le cas d'un rappel de lot dans le cadre de la procédure PR/AQ/027.
- 2.3.4.** Personnes concernées du site de St Victor dans le cadre de la procédure de protection des locaux de St Victor (PR/MI/008)

Les signataires du présent précisent que les durées maximales de travail et minimales de repos seront respectées pour les collaborateurs visés dans l'article 2.2 ou concernés par les situations décrites en 2.3.

## **ARTICLE 3 : MODALITES DE MISE EN ŒUVRE DU DROIT A LA DECONNEXION**

### **3.1. Principe du droit à la déconnexion**

Les signataires du présent accord rappellent que les outils numériques professionnels doivent être utilisés raisonnablement et à bon escient par les collaborateurs, dans le respect de leur vie privée.

Dans ce cadre, les collaborateurs bénéficient d'un droit à la déconnexion en dehors des heures habituelles de travail et, a minima, pendant les périodes de repos quotidien et hebdomadaire, les jours fériés et jours de RTT, les périodes de congés et les périodes de suspension du contrat de travail.

Les sollicitations par l'intermédiaire des outils numériques (notamment par mail, sms, contacts téléphoniques) doivent donc être évitées en dehors des heures habituelles de travail

3  
NB  
Q  
IBM  
GKA  
yc

et des périodes ci-dessus définies. Le cas échéant, les collaborateurs pourront utiliser les fonctions d'envoi différé de leur messagerie professionnelle.

En tout état de cause, les collaborateurs n'ont pas l'obligation, pendant le temps de déconnexion, de prendre connaissance des messages ou mails reçus, ou de répondre aux appels, mails et messages.

Par exception il pourra être dérogé au droit à la déconnexion, en cas d'impératif lié à la continuité de l'activité, ou dans l'une des situations décrites en 2.3, qui nécessiterait la mobilisation rapide d'un ou de plusieurs collaborateurs. Ces exceptions sont décidées et validées par le supérieur hiérarchique membre du Comex, après information de la DRH. Dans ces cas, le manager concerné doit s'assurer du respect impératif des temps de repos légaux minimaux pour les collaborateurs concernés.

### 3.2. Bonnes pratiques

Afin de renforcer l'effectivité du principe du droit à la déconnexion, les bonnes pratiques suivantes doivent être respectées :

- ne pas céder à l'instantanéité de la messagerie en fixant des priorités et des plages pour répondre,
- cibler précisément les interlocuteurs et les destinataires lors de l'envoi d'un mail, notamment en évitant d'utiliser les fonctions « répondre à tous / reply to all » et limiter autant que possible les personnes en copie des mails,
- ne pas créer de sentiment d'urgence lors de l'envoi d'un mail ou d'un sms,
- l'utilisation d'un outil numérique professionnel en dehors des heures habituelles de travail doit répondre à un impératif lié à la continuité de l'activité, ou à l'une des situations décrites en 2.3
- les mails envoyés aux collaborateurs durant les périodes de congés seront suivis d'une réponse automatique redirigeant l'interlocuteur vers des contacts disponibles ou l'invitant à réexpédier son message au retour de l'intéressé.

Il est rappelé que les managers ont une responsabilité particulière et qu'ils doivent être exemplaires dans leur pratique personnelle des outils informatiques pour éviter toutes dérives et promouvoir les bonnes pratiques au sein de leur service.

### 3.3. Suivi et contrôle par l'employeur

Les Laboratoires Bouchara Recordati s'engagent à mettre en place un suivi spécifique et régulier des emails envoyés et de leur répartition temporelle.

En fonction de l'ampleur des emails envoyés en dehors des heures de travail habituels, appréciée au cas par cas, des actions ciblées et individualisées pourront être menées à l'égard des collaborateurs identifiés.

Un traitement individuel sera fait en cas de persistance de ce comportement.

83014  
Q  
4  
GKA  
YU

Il est rappelé que chacun des managers devra veiller au respect du principe du droit à la déconnexion des collaborateurs de son équipe.

### **3.4. Possibilité d'informer la hiérarchie et/ou le service Ressources humaines**

Tout collaborateur qui constate le non-respect du droit à la déconnexion tel que défini au sein du présent accord a la possibilité d'informer sa hiérarchie ou le service Ressources Humaines.

Un entretien entre le supérieur hiérarchique ou, le cas échéant, une personne du service Ressources Humaines et le salarié sera alors réalisé pour rechercher les difficultés rencontrées et convenir ensemble d'un plan d'action adapté.

## **ARTICLE 4 : ACTIONS DE SENSIBILISATION ET DE FORMATION**

Les Laboratoires Bouchara Recordati s'engagent à mettre en place des actions de sensibilisation sur le bon usage des outils numériques professionnels auprès des salariés et tout particulièrement auprès du management.

Dans ce cadre, la Société s'engage à alerter les managers sur les dérives possibles liées à un usage excessif des outils numériques en dehors des heures de travail.

De plus, un exemplaire de la Charte du Bon usage de l'Informatique et des Réseaux des Laboratoires Bouchara Recordati sera remis à chaque collaborateur lors de la remise du téléphone mobile, smartphone, tablette ou ordinateur portable.

Le cas échéant, la mise en place de sensibilisation / formation pourra être envisagée pour les salariés ayant des difficultés particulières à maîtriser les outils numériques.

## **ARTICLE 5 : DUREE ET ENTREE EN VIGUEUR**

Le présent accord est conclu pour une durée indéterminée. Il prendra effet au lendemain du jour de son dépôt.

## **ARTICLE 6 : DENONCIATION ET REVISION**

Le présent accord pourra être révisé ou dénoncé dans le respect des dispositions légales et réglementaires en vigueur.

5  
BM  
GKA  
yc  
MB Q

## ARTICLE 7 : SUIVI DE L'ACCORD

L'application de cet accord fera l'objet d'un suivi lors des réunions du comité central d'entreprise, tous les semestres.

Le suivi portera sur les points suivants :

- dresser un bilan du présent accord ;
- analyser les difficultés éventuelles d'application et étudier, le cas échéant, toutes solutions pouvant améliorer l'application des dispositifs de l'accord en tenant compte notamment des éventuels changements législatifs ou conventionnels à venir.

## ARTICLE 8 : FORMALITES DE DEPOT ET DE PUBLICITE

L'accord sera déposé par la Société auprès de la Direction départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle, ainsi qu'auprès du secrétariat greffe du Conseil de prud'hommes.

L'accord sera également affiché dans les locaux de la Société.

Fait à Puteaux, le 20/04/2017

En 9 exemplaires originaux, dont un pour chacune des Parties signataires.

- Monsieur Stéphane Cohen                      Directeur Général

- Monsieur Alain Gnahoui,                      CFTC

- Madame Isabelle Bezou Morel,                      CFDT

- Madame Nathalie Biben,                      UNSA

- Monsieur Yannick Caillo,                      CFE-CGC

- Monsieur David Dagnière,                      CGT

- Madame Nathalie Cupial,                      FO